

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2022, Vol. 7, N°2

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIwersYTET  
EKONOMICZNY  
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

## Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

## Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo  
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France  
Alastaire ALINSATO, Bénin  
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, France, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne  
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie  
Boniface MBIH, France  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Francisco OCARANZA, Chili  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Carlos QUENAN, France  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Alain SAFA, France  
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie  
Piotr STANEK, Pologne  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada  
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

## Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2022

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> (KRZYSZTOF MALAGA).....	3
SIHAM RIZKALLAH <b>L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban</b> ....	9
ROGER A. TSAFACK NANFOSSO <b>Russafrique</b> .....	32
TCHABLEMANE YENLIDE, BAWOUPATI BITASSA, MAWUSSÉ KOMLAGAN NÉZAN OKEY, LARDJA KOLANI <b>Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne</b> .....	62
MOUHAMADOU LAMINE DIAL, MAMADOU DIOUF <b>Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne</b> .....	85
KODJO W. BAOULA <b>Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA</b> .....	114
FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA, PRUDENCE LOVE ANGÈLE MOUAKASSA <b>Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo</b> .....	143
SOULEYMANE MBAYE, SOULEYMANE DIALLO <b>La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?</b> .....	166
NDONGO MANÉ KEBE <b>Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal</b> .....	186
ESSOHANAM PELENGUEI, BENOIT KAFANDO, KOKOUI KUNALÈ MAWUENA, KODJO EVLO <b>Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité infantile au Togo</b> .....	211

SÉBASTIEN CHEVAIS

**Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale** ..... 226

BARTŁOMIEJ LACH, KRZYSZTOF MALAGA

**Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022** ..... 255

## AVANT-PROPOS

Le numéro 2/2022 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter à nos lecteurs, est composé de 11 articles. Le premier article concerne le Liban, le pays qui a accueilli en mai 2022 le 63e Congrès de l'AIELF. Les huit articles suivants couvrent l'Afrique, l'Afrique subsaharienne, l'UMEOA et des tels pays comme le Bénin, le Congo, le Sénégal ainsi que le Togo. Le dixième article concerne la Chine. Le onzième article est consacré aux pays d'Amérique du Sud. C'est une sorte d'introduction au numéro 1/2023 de la RIELF, qui sera entièrement consacré à ce continent.

**Siham RIZKALLAH** dans l'article *L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban*, tente à identifier le concept de l'indépendance de la Banque Centrale qui s'est propagé dans les années quatre-vingt. À cette époque, on observe une tendance à séparer la politique budgétaire de la politique monétaire afin de permettre, à cette dernière, de lutter avec crédibilité et efficacité pour atteindre l'objectif de stabilité monétaire et maîtriser l'inflation. Toutefois, la crise financière de 2008 a remis en question l'exigence de l'indépendance de la Banque Centrale par des Politiques Monétaires Non Conventionnelles (PMNC). D'après l'auteur, au regard de l'écroulement actuel de l'économie libanaise, il est intéressant de se pencher sur le cas de la Banque du Liban (BDL), dotée d'une certaine indépendance statutaire, mais souffrant d'une faible indépendance fonctionnelle. L'auteur, se référant au modèle de Jacome (2001), montre que la BDL manque d'indépendance effective, ce qui se traduit par l'acceptation de sa conformité aux demandes constantes du Trésor public pour participer au financement de la dette publique croissante, en partie en devises étrangères. Donc la BDL maintient un ancrage rigide du taux de change dans une économie fortement dollarisée et implique l'ensemble du système bancaire dans des PMNC qu'elle nomme « ingénieries financières » et qui contribuent à l'écroulement multidimensionnel actuel (budgétaire, monétaire et bancaire).

**Roger A. TSAFACK NANFOSSO** dans l'article *Russafrique*, procède à une analyse très approfondie la coopération économique entre la Russie et l'Afrique qui, bien qu'ancienne, a connu des développements majeurs depuis les années 1990. Selon auteur, le mode de mise en œuvre de la présence russe sur le continent diffère de celui des partenaires qualifiés de traditionnels à savoir la France, l'Europe, les USA et plus marginalement le Canada. L'examen documenté des principes de cette coopération, de ses caractéristiques, de ses principaux résultats et de ses perspectives permettent d'apporter une réponse à la question qui revient de manière

récurrente dans les études, à savoir si la Russie est une menace ou une opportunité pour l'Afrique.

**Tchablemane YENLIDE, Bawoupati BITASSA, Mawussé Komlagan Nézan OKEY et Lardja KOLANI** dans l'article *Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne* visent à examiner la relation entre l'urbanisation et les indicateurs de santé publique sous le prisme de la qualité des institutions dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS). En utilisant un panel de 41 pays couvrant la période 2002 à 2019 et la méthode des moments généralisés (GMM), les auteurs montrent que l'urbanisation actuelle de l'ASS, ne s'accompagne pas d'une amélioration des indicateurs de santé. Cependant, des institutions fortes atténuent l'effet négatif de l'urbanisation sur les résultats en matière de santé publique. D'après les auteurs ces résultats impliquent que les gouvernements des pays d'ASS doivent promouvoir des institutions fortes et inclusives afin de garantir les gains sanitaires de l'urbanisation.

**Mouhamadou Lamine DIAL et Mamadou DIOUF** dans l'article *Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne* évaluent les relations de causalité entre développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne et dans les zones d'intégration économique de 1990 à 2020. Ils utilisent le modèle ARDL avec l'estimateur PMG et un test de causalité en panel. Les résultats révèlent que le développement financier a un effet positif à long terme, mais négatif à court terme sur la productivité agricole aussi bien en Afrique subsaharienne que dans l'UEMOA. Cependant, l'analyse par zone montre qu'à court terme, le développement financier diminue la productivité agricole dans la SADC. Les auteurs signalent aussi qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre le développement financier et la productivité agricole en ASS. Cette situation nécessite la construction d'un système financier efficace et adapté aux réalités du monde agricole.

**Kodjo W. BAOUA** dans l'article *Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA* envisage le problème de l'efficacité des énergies renouvelables pour assurer la croissance économique et la qualité de l'environnement. Il prend en compte les énergies fossiles, majoritairement utilisées et menacées par le risque d'épuisement, qui entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. L'auteur analyse l'effet de la consommation des énergies renouvelables sur la croissance économique et les émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire il utilise les fonctions de croissance et d'environnement avec une investigation empirique basée sur une régression linéaire en données de panel constituées des pays de l'UEMOA sur la période 1990 à 2015. Les résultats des estimations par la méthode de Pooled Mean Group développée par Pesaran et alii (1999) montrent principalement qu'à long terme, l'utilisation des énergies renouvelables contribue significativement à promouvoir la croissance économique et à atténuer la dégradation de l'environnement à travers la réduction des émissions

de carbone. À cet effet, les décideurs politiques devraient orienter la politique énergétique de l'union vers un mix-énergétique dominé par la production et la consommation d'énergie renouvelable tout en mettant en place une politique de contrôle des émissions de CO<sub>2</sub>.

**Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et Prudence Love Angèle MOUAKASSA** dans l'article *Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo*, analyse les effets de la bancarisation sur la croissance économique du Congo. Pour atteindre cet objectif, du point de vue empirique, il fait appel au modèle à correction d'erreur. D'après l'auteur le taux de bancarisation n'a pas d'impact significatif sur la croissance économique au Congo à court et long termes. Ce résultat peut s'expliquer par le faible niveau de bancarisation. Par conséquent, pour que la bancarisation soit capable d'impulser la croissance au Congo, il faut améliorer le taux de bancarisation. À cet effet, un accent particulier devrait être mis sur la distribution du microcrédit qui revêt une grande importance pour l'intégration des populations défavorisées ; les conditions d'ouverture de comptes bancaires et d'agences en milieu rural devraient être assouplies.

**Souleymane MBAYE et Souleymane DIALLO** dans l'article *La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?* constatent qu'au Sénégal, malgré les résultats relativement appréciables, depuis la dévaluation du franc CFA avec des taux supérieurs à 6% depuis 2014 (à l'exception de 2020, qui correspond à la récession du COVID-19), la croissance économique n'est pas assez ressentie dans le panier de la ménagère, d'où une forte interrogation sur l'inclusivité de cette croissance. En s'inspirant de la méthode utilisée par le PNUD pour l'IDH et en l'appliquant à l'approche multidimensionnelle de la croissance inclusive de Zhuang et Ali (2010), ils ont construit un indicateur de croissance inclusive (ISCIS). Sur cette base, ils montrent que sur la période de l'étude (1980-2018), la croissance économique n'est pas inclusive au Sénégal.

**Ndongo Mané KEBE** dans l'article *Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal* tente à vérifier l'hypothèse de neutralité ricardienne au Sénégal, à travers de l'existence ou non du phénomène des « déficits jumeaux ». Son objectif est d'étudier la corrélation entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant. Il adopte le test de cointégration des deux variables à travers l'utilisation du modèle à correction d'erreurs (MCE) suivant la méthode d'Engle et Granger (1987). D'après l'auteur les résultats indiquent une absence de cointégration entre les variables telles que : déficit budgétaire et solde du compte courant et donc de relation d'équilibre sur la période étudiée, entre ces deux variables, d'où une acceptation de la Proposition d'équivalence Ricardienne sur la période 1991–2020. Aussi, ce résultat s'identifie à la vérification de la Proposition d'Équivalence Ricardienne (PER) pour le Sénégal.

**Essohanam PELENGUEI, Benoit KAFANDO, Kokouvi Kunalè MAWUENA et Kodjo EVLO** dans l'article *Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité*

*infantile au Togo* analysent les effets d'un accès sans restriction aux soins de santé sur la mortalité infantile au Togo. Les auteurs se sont appuyés sur un modèle de duré à risque proportionnel pour évaluer ces effets. À la suite des estimations de ce modèle à partir des données de l'Enquête Démographique et de Santé réalisée au Togo en 2013, ils montrent que naître en présence d'un personnel de santé qualifié contribue à la réduction le risque de mortalité des enfants de moins d'un an. D'après les auteurs, une amélioration de l'éducation des mères augmente la probabilité de survie des enfants au-delà de leur premier anniversaire. Ils constatent que ce travail permet de souligner la nécessité d'investir dans la formation du personnel soignant et aussi encourager l'éducation des filles. De tels investissements permettront de réduire significativement la mortalité infantile.

**Sébastien CHEVAIS** dans l'article *Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale* se concentre sur les décisions des instances dirigeantes chinoises visent à reconstruire la puissance économique et financière de leur pays afin de lui rendre son prestige passé et asseoir son influence politique. D'après l'auteur, les trente dernières années, la Chine a travaillé dans le but d'accroître sa prépondérance. Il montre comment les fonds d'État répondent à la fois à cette mission et maintiennent leur poids grandissant au sein de l'économie mondiale

**Bartłomiej Lach** et **Krzysztof Malaga** dans l'article *Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022* tentent d'évaluer l'évolution de la liberté économique en 1996–2022 dans des pays tels que : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, le Trinité-et-Tobago, l'Uruguay, la Venezuela<sup>1</sup>. Dans la recherche empirique, les auteurs utilisent les indicateurs de  $\sigma$ -convergence et  $\sigma$ -divergence pour déterminer le degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité des pays étudiés. Application d'analyse comparative multivariée y compris l'analyse par grappes (clusters) constitue le point culminant de la recherche empirique. L'analyse typologique est effectuée séparément pour 12 indicateurs partiels et l'indice global de liberté économique pour les 13 pays. Les matrices de similarité des pays, qui sont déterminées à cet effet, représentent les distances entre les séries temporelles des indices de liberté économique calculées sur la base de l'algorithme *Dynamic Time Warping* (DTW). Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont utilisés pour l'analyse des clusters. Les résultats de recherche sur la liberté économique en Amérique du Sud méritent d'être comparés avec les résultats d'une recherche analogue obtenus par les auteurs pour 11 pays post-socialistes<sup>2</sup> qui ont rejoint l'Union

---

<sup>1</sup> L'analyse a omis la Guyane française, qui fait partie de la France, et les îles Falkland, qui font partie de la Grande-Bretagne.

<sup>2</sup> Il s'agit de pays tels que la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque et la Roumanie.

---

Européenne après 2003 à la suite de profonds changements institutionnels. Les auteurs constatent que si dans les années 1990 les pays post-socialistes se caractérisaient par un niveau de la liberté économique comparable aux pays d’Amérique du Sud, après 27 ans des changements institutionnels, il ont significativement amélioré ce niveau, écartent les pays sud-américains à cet égard.

*Krzysztof Malaga*



# EFFETS DE LA BANCARISATION SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU CONGO

## Effects of banking on growth economy in Congo

**FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA<sup>1</sup>**

Université Marien Ngouabi Brazzaville-Congo

Faculté des Sciences Économiques

fmtsassa@yahoo.fr

<https://orcid.org/0000-0002-4863-3224>

**PRUDENCE LOVE ANGÈLE MOUAKASSA<sup>2</sup>**

Université Marien Ngouabi Brazzaville-Congo

Faculté des Sciences Économiques

mouakassalov@gmail.com

<https://orcid.org/0000-0002-9434-8811>

**Abstract :** The objective pursued in this article is to analyze the effects of banking on the economic growth of Congo. To achieve this objective, from the empirical point of view, it uses the error correction model. Our results show that the banking rate has no significant impact on economic growth in Congo in the short and long terms. This result can be explained by the low level of banking. Hence, for banking to be able to boost growth in Congo, the rate of banking must be improved. To do this, it is important to place particular emphasis on the distribution of microcredit, which is of great importance for the integration of disadvantaged populations; to relax the conditions for opening accounts and to open bank branches in rural areas.

**Keywords :** banking rate, economic growth, error correction model.

**Résumé :** L'objectif poursuivi dans cet article est d'analyser les effets de la bancarisation sur la croissance économique du Congo. Pour atteindre cet objectif, du point de vue empirique, il fait appel au modèle à correction d'erreur. Il ressort de nos résultats que le taux de bancarisation n'a pas d'impact significatif sur la croissance économique au Congo à court

---

<sup>1</sup> Université Marien Ngouabi, BP 15397 Brazzaville, Congo.

<sup>2</sup> Université Marien Ngouabi, BP 15397 Brazzaville, Congo.

et long termes. Ce résultat peut s'expliquer par le faible niveau de bancarisation. D'où pour que la bancarisation soit capable d'impulser la croissance au Congo, il faut améliorer le taux de bancarisation. Pour ce faire, il est important de mettre un accent particulier sur la distribution du microcrédit, qui revêt, une grande importance pour l'insertion des populations défavorisés ; d'assouplir les conditions d'ouverture des comptes et d'ouvrir des agences bancaires dans les zones rurales.

**Mots-clés :** taux de bancarisation, croissance économique, modèle à correction d'erreur.

**JEL classification :** C41, E51, G21, O41.

## Introduction

Le développement financier dans les pays en développement (PED) est un processus comprenant de multiples facettes, qui s'appuie sur les marchés financiers, le système bancaire et les institutions de microfinance. Dans les PED où la bancarisation des populations demeure faible, de l'ordre de 10% à 20% dans les pays à faibles revenus, et où l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises (PME) est insuffisant pour assurer le financement de leur croissance, l'inclusion financière, c'est-à-dire un meilleur accès et une utilisation plus intensive des services financiers, est une dimension importante de l'approfondissement financier. Afin de remédier à cette exclusion financière, qui touche à des degrés différents les populations et les entreprises les plus vulnérables, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, les pays du G20 ont décidé de faire de l'inclusion financière une priorité de l'agenda international du développement. Cette décision s'est concrétisée notamment par le Partenariat global pour l'inclusion financière et la promotion de stratégies nationales ou régionales d'inclusion financière.

Ces stratégies comprennent des réformes réglementaires facilitant l'accès aux services financiers innovants et des mesures renforçant l'éducation financière et la protection des consommateurs. Le taux de bancarisation en République du Congo est estimé à 13%, en 2015, contre 3% en 2007 (BEAC, 2020). De la dernière place qu'il occupait, en 1998, dans la sous-région d'Afrique centrale, le Congo s'est hissé aujourd'hui à la deuxième place, en nombre des banques installées. Actuellement le système bancaire du Congo compte onze banques en activité, hormis la mutuelle congolaise d'épargne et de crédit (MUCODEC). Ainsi, le nombre de comptes ouverts sur ces banques est passé de 45 000 comptes, en 2005, à plus de 384 000 comptes, en 2014. Les dépôts sur ces comptes avoisinent 2000 milliards de FCFA en 2015 contre plus de 100 milliards de FCFA, en 2001. S'agissant de crédit à l'économie, de 2001 à 2007, avec seulement quatre banques présentes, les crédits distribués à l'économie atteignent un montant inférieur à 200 milliards de FCFA. Mais, avec six banques, en 2010, ils ont dépassés les 350 milliards de FCFA. Cette

tendance haussière s'explique par une augmentation du nombre des banques mais également de celle des crédits accordés aux ménages. En 2015, les banques ont distribué à l'économie congolaise des crédits pour un montant total de près de 1200 milliards de FCFA (BEAC, 2016).

Malgré les tendances positives, notamment grâce au doublement de volume de crédit bancaire, entre 2012 et 2015, les circuits financiers restent moins développés que dans les pays comparables. Le ratio crédit privé / PIB se maintient à 20,6%, confirmant ainsi un degré d'approfondissement du système financier limité. Par ailleurs, en dépit de surliquidités importantes, les banques prêtent trop peu aux petites et moyennes entreprises. Elles méconnaissent, en général, les risques qui leur sont associés. Seulement 12,8% des entreprises disposent d'un prêt ou d'une ligne de crédit, un pourcentage très inférieur à la moyenne de la CEMAC (BEAC, 2020). Ainsi, le Congo a perdu quatre places dans le classement Doing Business (2019) pour l'indicateur « accès au crédit ». Certes, la population bénéficie plus facilement des services financiers grâce au dynamisme du principal réseau de la micro finance, les mutuelles congolaises d'épargne et de crédit<sup>3</sup>. Mais, au-delà des efforts entrepris dans le cadre du développement du service bancaire, le Congo reste encore un pays sous bancarisé. Selon la banque mondiale, quatre raisons permettent d'expliquer la sous bancarisation du Congo, notamment un fort taux de pauvreté autour de 46,70%, en 2011, occasionnant une insuffisance de revenus ; le poids du secteur informel qui occupe la plupart des acteurs économiques qui se sentent exclus de l'activité bancaire ; De surcroît, aucune loi n'oblige les banques à ouvrir un compte bancaire à tout individu qui le souhaite. De même, avoir un compte bancaire n'est pas un droit, mais un luxe que les pauvres ne peuvent s'offrir ; et enfin, l'absence d'une vraie culture bancaire, avec des acteurs qui préfèrent manipuler directement les billets de banque quitte à les détériorer (BEAC, 2016).

L'intérêt de notre étude est théorique et empirique. Sur le plan théorique, elle permet de mieux appréhender la théorie de financement bancaire de l'économie à travers la bancarisation. Sur le plan empirique, elle permet de mieux déterminer la contribution des variables des services bancaires (c'est-à-dire de la bancarisation) à la formation du produit intérieur brut par habitant (PIBh). Aujourd'hui, le problème de la bancarisation se pose avec acuité sur l'ensemble du continent africain à cause des difficultés rencontrées par son développement, tels que l'importance du secteur informel, le développement déséquilibrée de l'économie régionale, la réticence de la population à accepter les moyens de paiements scripturaux, les difficultés d'accès aux services financiers liés en partie au faible taux d'alphabétisation. A cela s'ajoute les difficultés liées aux tarifs et aux frais de tenue de compte qui semblent trop élevés par rapport au niveau de richesse de la population. Mais, il serait dommage de ne pas mettre en place les moyens d'accompagnement pour

---

<sup>3</sup> Perspectives économiques en Afrique (2021).

faciliter la bancarisation complète de la population, sans lesquels nous risquons une croissance sans développement, ou un développement sans croissance. Certes, avoir accès aux services bancaires est une étape cruciale pour réduire la pauvreté et les inégalités, et favoriser une croissance inclusive dans le monde, rappelle le président du Groupe de la Banque mondiale (Kim, 2015).

Le résultat principal que nous obtenons montre que la bancarisation, à court ou à long terme, n'a aucun effet significatif sur la croissance. Le choix de ce sujet peut être justifié par le fait que, depuis quelques années, la CEMAC, en particulier, le Congo lance un vaste programme d'inclusion financière basé sur un double objectif, dont le premier est de favoriser l'accès à la finance pour tous afin d'améliorer le bien-être de la population, et le second objectif est de favoriser la croissance à travers les différents mécanismes du financement via les différents réseaux de financement, comme les banques et les établissements de la microfinance (EMF). De plus, un ensemble considérable de travaux suggère que les systèmes financiers formels affectent les taux moyens de croissance économique (Levine, 1997, 2005). Ainsi, en accroissant l'économie dans son ensemble, la finance pourrait aider les pauvres. Or, la finance pourrait accroître les niveaux moyens de revenu et bénéficier aux riches sans élargir les opportunités économiques des pauvres. En d'autres termes, le développement financier pourrait accroître l'inégalité de revenu et l'inégalité des opportunités économiques.

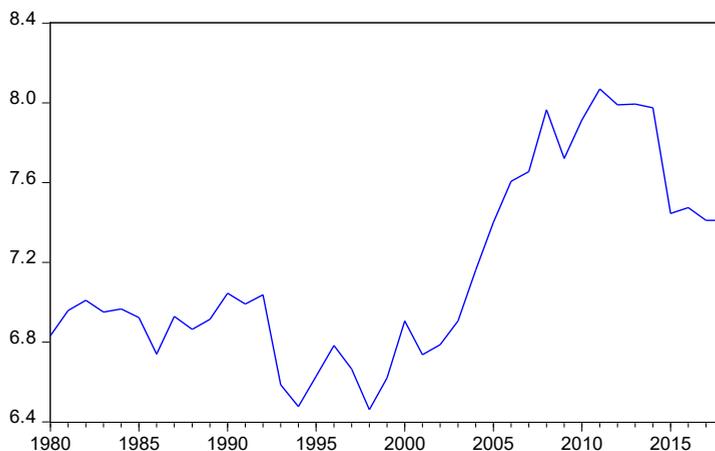
Au regard de ce qui précède, le reste de l'article est organisé à la suite de cette introduction de la manière suivante. La première section, présente des faits stylisés. La deuxième section expose la revue de la littérature. Dans la troisième section, nous présentons la méthodologie. Et enfin, la quatrième section expose les résultats et analyses.

## **1. Analyse des faits stylisés**

L'objectif de ces paragraphes, est de faire une représentation simplifiée des résultats empiriques. Dans cette partie, nous allons présenter l'évolution des taux de croissance du PIB par habitant et du taux de bancarisation (TB) au Congo.

### **1.1. Évolution des taux de croissance du PIB par habitant et du taux de bancarisation (TB)**

L'observation du graphique 1 montre que le taux de croissance du PIB connaît une tendance croissante au Congo sur la période 1980–2017. Mais une analyse plus fine indique que cette tendance n'est pas linéaire ou uniforme sur l'ensemble de la période étudiée. On peut distinguer plusieurs sous-périodes dans l'évolution

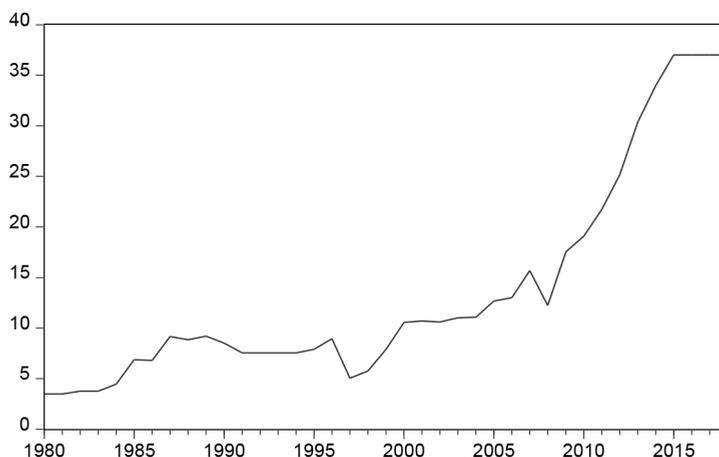


**Graphique 1. Évolution du taux de croissance du PIB en %**

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

du taux de croissance du PIB. De 1980 à 1992 le taux de croissance évolue en dents de scie avant de baisser entre 1993 et 1994, puis de connaître une hausse en 1996, suivie d'une nouvelle baisse à partir de 1997–1998. La baisse de 1997 à 1998 peut être expliquée par la dégradation de la situation politique du Congo ; situation qui se traduit par une guerre civile mettant aux arrêts toutes les activités économiques à l'intérieur du pays. Ainsi, de 1999 à 2007, la tendance reprend son évolution à la hausse pour ensuite connaître une baisse en 2008. En effet, la baisse de 2008 est le résultat de la crise financière qui affecte l'ensemble de l'économie mondiale, ralentissant ainsi le rythme d'évolution du taux de croissance du PIB au Congo. En revanche, en 2009, le Congo a affiché des taux de croissance élevés atteignant même un pic très accentué en 2010. Cette évolution a été beaucoup plus favorisée par le développement du secteur bancaire, la stabilité politique et financière ainsi que le boom du secteur pétrolier. Le fléchissement du prix du pétrole à partir de 2015, peut expliquer le recul des activités économiques, créant ensuite une crise de la finance poussant l'État à s'endetter auprès du Fonds Monétaire International (FMI).

De même, le graphique 2 montre une évolution de la tendance, de 1980 à 1996, suivie d'une baisse occasionnée par la crise politico-militaire de 1997, avant de reprendre son évolution à partir de l'année 2000, et de nouveau baisser, entre 2007 à 2008, pour évoluer à nouveau, de 2010 jusqu'en 2018. En effet, la baisse de 2008, est le résultat de la crise financière internationale qui a fortement diminué les possibilités d'accès de la population aux services financiers. A cela s'ajoutent plusieurs facteurs qui occasionnent déjà clairement la sous bancarisation au Congo tels que le chômage, les problèmes liés à l'éducation et à l'âge, la pauvreté endémique, la méconnaissance des services proposés par les banques par la majorité de la population, le cout élevé



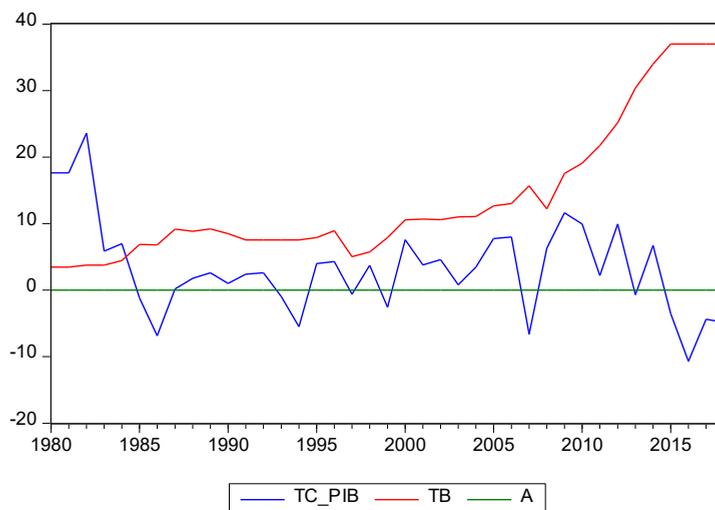
**Graphique 2. Évolution du taux de bancarisation au Congo en %**

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

des tarifs et des frais de tenue des comptes, la non prise en compte par les banques des besoins spécifiques de la population (difficultés d'accès au crédit, épargne non rémunérée), le montant minimum imposé par certaines banques pour l'ouverture des comptes parfois très élevé par rapport au niveau de richesse de la population, la faible densité du réseau bancaire et l'absence d'une vraie culture bancaire. Autrement dit, la sous bancarisation du Congo découle de ses faiblesses structurelles (pauvreté, éducation financière insuffisante, climats des affaires déficients), difficiles à surmonter à court terme. Cependant, des actions spécifiques au service financier peuvent contribuer à renforcer l'inclusion financière de la population et à améliorer le taux de bancarisation, permettant aussi aux ménages pauvres d'accumuler des actifs et de lisser leur consommation pour enfin, sortir des trappes à pauvreté. Par conséquent, l'évolution de la tendance de ces huit dernières années est due au développement rapide de nombre des banques et aussi à la multiplication des différents réseaux de la microfinance via les réseaux de communication comme Airtel, MTN money qui facilitent fortement la bancarisation de la population.

## **1.2. Analyse bivariée de l'évolution du taux de croissance et du taux de bancarisation au Congo (1980–2017)**

L'analyse bivariée est faite à partir du graphique 3. Elle consiste à lier le taux de croissance du PIB avec la bancarisation afin d'avoir une idée sur leur évolution comparée sur la période d'étude. Une observation attentive du graphique 3 révèle que sur l'ensemble de la période de notre étude, les deux variables évoluent de la même



**Graphique 3. Évolution conjointe du taux de croissance du PIB et taux la bancarisation en %**

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

manière ; plus précisément les deux connaissent une tendance croissante même si la tendance de la croissance est plus marquée que celle du taux de bancarisation.

Entre 1980 et 1985, on note une densité importante entre le taux de bancarisation et le taux de croissance du PIB/h. L'augmentation du taux de bancarisation sur cette période entraîne la chute du taux de croissance du PIB/h. En effet, cette tendance est observée au milieu des années 80, caractérisés par la crise économique avec la chute des cours des matières premières. L'activité étant au plus mal, ce qui justifie la chute vertigineuse du taux de croissance du PIB/h à partir de 1983. L'environnement bancaire du Congo se trouvant encore à un stade embryonnaire, l'on peut noter un faible taux de bancarisation avec moyenne de 5%.

De 1985 à 2000, le graphique nous montre une densité moyenne entre le taux de bancarisation et le taux de croissance du PIB/h au Congo. Si le taux de bancarisation affiche une tendance stationnaire entre 1985 et 1996 avant de baisser à partir de 1997 puis de nouveau hausser à partir de 1999, cela n'est pas le cas du taux de croissance du PIB/h qui suit plutôt une évolution en dents de scie. On enregistre par exemple des pics négatifs en 1986, 1994 et 1999. Cette période est marquée par la mise en place des politiques d'ajustement structurel (PAS) du FMI et la Banque mondiale. Ces politiques ont permis de mener des réformes dans le secteur financier en vue de restructurer et privatiser les banques jusque-là contrôlée par l'État. Aussi, ces mesures ont permis la restructuration des cadres réglementaires et de supervision dans le secteur financier. Par ailleurs, plusieurs crises fragilisent le taux de bancarisation au cours de cette période ; il s'agit de la dévaluation de 1994 et

des troubles sociaux de 1997 qu'a connus le Congo. Les effets sont immédiats et négatifs sur la croissance du PIB/h.

Entre 2000 et 2010, la densité entre le taux de bancarisation et le taux de croissance du PIB/h est aussi moyenne dans l'ensemble. La tendance du taux de bancarisation est croissante et tandis le taux de croissance du PIB/h suit de nouveau une évolution en dents de scie. En effet, si elle suit une tendance décroissante entre 2000 et 2003, elle repart à la hausse entre 2003 et 2006 pour de nouveau baisser entre 2006 et 2007 avant de rehausser jusqu'en 2009. Par contre, l'on constate une baisse du taux de bancarisation à partir de 2008 pour une croissance positive. Cette période est marquée par une crise financière mondiale dont les effets ont été variés selon les pays. Car, si elle a durement frappé les pays occidentaux, les effets ont été moins désastreux pour le système bancaire de l'Afrique subsaharienne en particulier celui du Congo. Enfin, le graphique nous renseigne sur une densité importante entre le taux de bancarisation et la croissance du PIB/h pour la période allant de 2010 à 2018. En effet, les deux courbes suivent des tendances diamétralement opposées. Si l'on constate une forte tendance à la hausse du taux de bancarisation, il n'en est pas moins le cas pour le taux de croissance du PIB/h. Car, celui-ci présente une tendance décroissante sur la période. Toutefois, cette période témoigne de l'intérêt des populations à l'égard des banques et l'amélioration de l'inclusion financière par rapport aux périodes précédentes. En somme, l'analyse du graphique témoigne de la difficulté du taux de bancarisation à lui seul à expliquer la croissance. Plusieurs facteurs sont à prendre en compte notamment ; l'accès du secteur privé aux crédits bancaires ou le volume des crédits des Etablissements de microfinance.

## 2. Revue de littérature

La contribution de la bancarisation à la croissance économique reste avant tout un sujet controversé. Ces controverses sont à la base des véritables initiatives permettant de relancer l'ensemble de l'économie mondiale. Elles sont alimentées par un ensemble de travaux empiriques et théoriques qui se focalisent, depuis plusieurs années, sur l'étude des liens entre le secteur financier et la croissance économique.

D'Pola et alii (2016) ont recours à une modélisation log-linéaire en panel dynamique inspirés des travaux de Berthelemy et Varoudakis (1998) ainsi que la méthode des moments généralisés (MMG) et le test économétrique de Pedroni pour évaluer l'influence de l'intermédiation financière sur la croissance économique des pays de la CEEAC. Dans leur étude, ils considèrent le PIB par habitant comme la variable expliquée et prennent pour variables explicatives la masse monétaire, le crédit au secteur privé, le niveau d'investissement, l'ouverture commerciale, l'inflation, le capital humain et la variable Dummy qui représente le conflit. Les résultats obtenus

révèlent que les services bancaires, influencent positivement la croissance économique dans la zone CEEAC, mais non de façon significative. Ainsi, dans le cas de l'UEMOA, Kaboré (2021) utilise le modèle de Haye (2000) ré-spécifié par Soumaré (2009), et différents tests pour déterminer la relation qui existe entre le financement bancaire et la croissance économique à travers la structure de l'actif bancaire, de 1990–2011, à partir duquel il conclut à un impact positif et non significatif du crédit à l'économie sur la croissance économique de l'UEMOA.

En s'inscrivant dans la même logique, Madjou (2019), s'est inspiré des travaux de King et Levine (1993) et de Ndour et Paget (2000) pour apprécier les effets de la bancarisation sur la croissance économique en zone CEMAC, de 2007 à 2016, à travers un modèle de régression à deux équations indépendantes mettant en évidence la relation entre la variable endogène le PIB par tête, et les variables exogènes, comme la densité du réseau bancaire, le volume de microcrédit accordé par les EMF, le volume de crédit bancaire, le taux d'épargne privé, le degré d'ouverture, la masse monétaire et la population totale. Les résultats auxquels il est parvenu, soutiennent que, les indicateurs de la bancarisation influencent positivement la croissance économique.

Cette évaluation empirique a été enrichie par les travaux de Noula et alii (2016) portant sur l'influence du crédit bancaire et de la bancarisation sur la croissance économique dans la zone CEMAC, dans lesquels ils utilisent des données en séries temporelles pour la période allant de 1980 à 2014, à travers la méthode économétrique basée sur une estimation en moindres carrés généralisés (MCG) où le produit intérieur brut (PIB) représente la variable expliquée permettant d'évaluer le niveau de croissance économique tandis que le crédit bancaire et le taux de bancarisation représentent les variables explicatives, à partir duquel ils concluent que le taux de bancarisation agit positivement sur la croissance économique et que toutes les variables retenues sont significatives.

Cette affirmation a été également soutenue par Madjou et alii (2020) qui se sont saisis de la méthode de Pooled Mean Group (PMG) pour apprécier les effets de la bancarisation sur la croissance économique dans la Zone CEMAC. Pour ce faire, ils utilisent, une régression inspirée des travaux de (Elalaoui & Hefnaoui, 2018) comportant six équations indépendantes reliant la variable expliquée qu'est le taux de croissance du PIB réel par tête aux différentes variables explicatives que sont : le taux de bancarisation, la densité du réseau bancaire, le volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle, le volume de crédit bancaire, la population totale, le capital humain, l'investissement privé et le degré d'ouverture commerciale. Les résultats obtenus montrent qu'au sein de la zone CEMAC, la bancarisation a un effet positif sur la croissance économique.

À l'opposé, Berthelemy et Varoudakis (1998) utilisent la méthode économétrique en données de panel, pour analyser l'effet des services financiers ou bancaires sur la croissance économique, en prenant en compte une seule variable faisant

référence à l'activité bancaire, à savoir la monnaie ou la quasi-monnaie. Selon leurs résultats, tous les coefficients sont significatifs. L'échantillon des auteurs comporte 25 observations et les tests sont effectués sur données de panel, ce qui permet de classer les pays selon leur niveau de développement. En conclusion, ils affirment que, la contribution des services bancaires à la croissance économique est dominée par des multiples équilibres sous forme d'effet de seuil.

Les résultats de cette littérature ont été enrichis par les travaux de Haye (2000) portant sur un échantillon de 12 pays dont six développés et six autres en développement, par la méthode économétrique en données de panel, où le PIB par habitant représente la variable expliquée et où le crédit intérieur, l'inflation, l'investissement, l'ouverture commerciale, le taux de croissance de la population, les dépôts bancaires, la masse monétaire et le ratio crédit sur dépôts représentent les variables explicatives. Le résultat auquel il est parvenu, reste mitigé, puisque, le crédit bancaire agit négativement sur la croissance des pays en développement, mais positivement et significativement sur les pays développés.

De même, Fung (2009), dans son analyse sur un échantillon de 57 pays développés et en développement, sur la période de 1967 à 2001, à travers une technique d'estimation plus récente : la méthode de moment généralisé sur panel dynamique avec effets fixes, dégage dans son résultat, deux points de vue intéressants. En premier lieu, les services bancaires et la croissance ont une interaction d'autant plus forte que le pays se situe à un stade précoce du développement économique, et cette relation tend à s'affaiblir au fur et à mesure que le degré du développement économique s'accroît. En second lieu, il existe des trappes à pauvreté liées à un niveau initial trop bas des services bancaires, niveau interdisant tout mécanisme de convergence en termes de croissance économique.

Dans la même perspective, Soumaré (2009), dans son analyse sur le financement bancaire et la croissance économique en Afrique à travers l'expérience malienne, de 1988 à 2007, s'est saisi de la méthode économétrique basée sur un modèle à équations simultanées, et en s'appuyant sur la ré spécification du modèle emprunté à Haye (2000). Il obtient les résultats selon lesquels, les services bancaires, plus principalement, le crédit bancaire agit négativement sur la croissance économique et que les dépôts agissent positivement mais faiblement sur elle. Donc, ces résultats révèlent la contribution négative de certaines variables des services bancaires à la croissance économique.

Les débats portant sur l'impact de la bancarisation ou plus généralement du secteur financier sur la croissance économique font l'objet de vastes controverses théoriques et empiriques. Sur le plan théorique, plusieurs approches ont été développées, mais dans le cadre de notre étude, nous allons nous appuyer sur l'approche néoclassique pour bâtir notre travail. Sur le plan empirique, bon nombre des études ont été menées avec des méthodes très variées pour vérifier la relation de causalité qui existe entre la bancarisation ou plus généralement le secteur financier et la

croissance économique, et les résultats sont d'une très grande portée. Ces résultats varient selon les études. A ce titre, cet article s'appuie sur l'approche empirique de Noula et alii (2015).

### 3. Méthodologie

Dans le but d'atteindre l'objectif poursuivi dans ce travail, nous allons utiliser une approche économétrique s'appuyant sur les travaux de Noula et alii (2015), qui ont recours à une régression multiple basée sur la méthode des moindres carrés généralisés (MCG). Etant donné que dans notre modèle, toutes les variables sont intégrées d'ordre 1, nous serons donc amené à utiliser un modèle à correction d'erreur (MCE), c'est ce qui différencie notre approche méthodologique de celle nos prédécesseurs.

#### 3.1. Modèle théorique

Le cadre théorique appliqué au raisonnement mené dans ce travail s'appuie sur le modèle néoclassique, qui offre de ce point de vue, un cadre conceptuel particulièrement utile. Ainsi, pour saisir les effets potentiels du service financier sur la croissance, Pagano (1993) recourt au modèle simple de la croissance endogène « le modèle AK », où la production agrégée est une fonction linéaire du stock de capital global :

$$Y_t = AK_t \quad (1)$$

Cette fonction de production peut être vue comme une forme réduite résultant de l'un des deux cadres sous-jacents. On suppose que l'économie est confrontée à une économie de nature compétitive, par rapport aux économies externes, comme dans Romer(1989), où chaque entreprise fait face à une technologie à rendement d'échelle constant, mais la productivité est une fonction croissante du stock de capital agrégé ( $K_t$ ). Avec  $K_t$  un composite du capital physique et humain, comme dans Lucas (1988), les deux capitaux étant productibles avec des technologies identiques. On considère que la population est stationnaire et que l'économie produit un seul bien qui peut être investi ou consommé et s'il est investi, ( $\delta$ ) le taux de dépréciation par période. L'investissement brut est alors égal à :

$$I_t = K_{t+1} - (1 - \delta)K_t \quad (2)$$

Dans une économie fermée sans gouvernement, l'équilibre du marché des capitaux exige que l'épargne soit égale à l'investissement :

$$\varphi S_t = I_t \quad (3)$$

$\varphi$  est définie comme la part de l'épargne transformée en investissement. De ce fait, il convient de supposer qu'une proportion  $(1 - \varphi)$  du flux d'épargne est perdue dans le processus d'intermédiation.

D'où, le taux de croissance à long terme  $t + 1$  est :

$$g_{t+1} = \frac{y_{t+1}}{y_t} - 1 = \frac{K_{t+1}}{K_t} - 1$$

En utilisant l'équation (2) et en abaissant les indices du temps, le taux de croissance en régime permanent peut être écrit :

$$\begin{aligned} g &= \frac{K_{t+1} - K_t}{K_t} = \frac{I_t + (1 - \delta)K_t - K_t}{K_t} \\ &= \frac{I_t - \delta K_t}{K_t} = \frac{\varphi S_t}{K_t} - \delta \\ g &= A \frac{1}{Y} - \delta = A\varphi S - \delta \end{aligned} \quad (4)$$

L'équation (4) révèle succinctement comment le service financier peut affecter la croissance économique : il peut augmenter ( $\varphi$ ) la part de l'épargne canalisée vers l'investissement, il peut augmenter ( $A$ ) la productivité sociale marginale du capital, il peut influencer le taux d'épargne privée. Ce qui revient à dire que, le taux de croissance de l'économie est fonction de ces trois variables permettant d'expliquer l'incidence exercée par le secteur financier sur le secteur réel par le biais de son efficacité dans la mobilisation de l'épargne, de son efficacité dans l'allocation de l'épargne aux entreprises, et de son efficacité dans la transformation des ressources en investissements productifs.

### 3.2. Spécification du modèle

Le modèle retenu dans ce travail, est un modèle à correction d'erreur (MCE), un modèle qui permet de modéliser conjointement la dynamique de court et de long terme, dont l'équation se présente de la manière suivante :

$$\Delta y_t = \gamma \Delta x_t + \delta (y_{t-1} - a x_{t-1} - b) + \varepsilon_t \quad (5)$$

Le coefficient  $\delta < 0$  représente la force de rappel de MCE, s'il est positif ou nul la représentation MCE n'est pas validée. Ainsi, notre modèle se présente sous la forme suivante :

Ce modèle se traduit par l'équation suivante :

$$\begin{aligned}
 D(LNPIBh)_t = & \alpha_0 + \alpha_1 D(LNTB)_t + \alpha_2 D(LNCE)_t + \alpha_3 D(LNDEP)_t + \\
 & + \alpha_4 D(LNM2)_t + \alpha_5 D(TINF)_t + \alpha_6 D(LNTINV)_t + \alpha_7 D(LNTPOP)_t + \\
 & + \alpha_8 D(LNCEDEP)_t + \alpha_9 LNPIBh_{t-1} + \alpha_{10} LNTB_{t-1} + \alpha_{11} LNCE_{t-1} + \\
 & + \alpha_{12} LNDEP_{t-1} + \alpha_{13} LNM2_{t-1} + \alpha_{14} TINF_{t-1} + \alpha_{15} LNTINV_{t-1} + \\
 & + \alpha_{16} LNTPOP_{t-1} + \alpha_{17} LNCEDEP_{t-1} + \varepsilon_t
 \end{aligned} \tag{6}$$

De  $\alpha_1$  à  $\alpha_8$ , les coefficients de court terme,  $\alpha_{10}$  à  $\alpha_{17}$  les coefficients de long terme, et  $\alpha_9$  comme force de rappel. On dit que le modèle est un modèle à correction d'erreur si et seulement si  $\alpha_9$  (la force de rappel vers l'équilibre) est significativement négatif.

### La variable endogène

Le produit intérieur brut par habitant (PIBh) est une mesure de l'activité.

### Les variables exogènes

Taux de bancarisation (TB) : C'est un indicateur d'inclusion financière, qui a pour but de mesurer le niveau de la pénétration des services bancaires dans le rouage de l'économie. Il est calculé, soit par le nombre des comptes bancaires, soit par le nombre des personnes adultes ayant au moins un compte bancaire/la population adulte âgée de 15 ans au plus, ou de 18 ans au plus) :

$$Tb = \frac{\text{Nombre des comptes bancaires}}{\text{Population adulte (âgée de 15 ans au plus)}}$$

Crédit à l'économie (CE) : Cet agrégat fait référence à l'ensemble des crédits accordés par les banques au secteur non financier. Dépôts (DEP) : les dépôts sont une variable du passif bancaire, elles représentent les créances de la part des ménages par rapport aux banques. Masse monétaire ( $M_2$ ) : cet agrégat désigne la somme des disponibilités monétaires (M1) et de la quasi-monnaie détenue par les agents dans une économie. En d'autre terme, elle représente la part des actifs assimilables à des moyens de paiements. Taux d'investissement (TINV) : l'investissement est une dépense immédiate engagée par les États, les entreprises ou les particuliers dans le but d'améliorer leur productivité. Donc, elle est une variable essentielle dans le processus de création de la richesse. Taux d'inflation (TINF) : le taux d'inflation ou le taux de perte du pouvoir d'achat de la monnaie est un taux qui se caractérise par une augmentation générale et constante des prix des biens et services sur une période donnée. Taux de croissance de la population (TPOP) : Le taux d'accroissement de la

population est une variable essentiellement importante dans l'amélioration du taux de bancarisation. Crédit à l'économie sur dépôts (CEDEP) : le taux de liquidité est un agrégat qui correspond à la part totale des crédits à l'économie dans les dépôts. En d'autre terme, cet agrégat correspond aux capacités des banques à faire face aux éventuels retraits (des dépôts par les clients).

## 4. Résultats et analyses

### 4.1. Analyse des propriétés statistiques

Les résultats du tableau A1 (cf. annexe) indiquent que les probabilités associées aux valeurs de Jarque-Bera ne sont pas toutes supérieures au seuil statistique de 5%, donc les variables retenues, dans ce modèle, ne sont pas toutes normalement distribuées, c'est-à-dire qu'elles ne suivent pas une loi normale. Donc l'hypothèse nulle ( $H_0$ ) de normalité des variables est rejetée.

#### Analyse de la stationnarité

Les résultats tableau A2 (cf. annexe) portant sur les différents tests (ADF, PP et KPSS) indiquent que toutes les variables sont stationnaires en différence première I (1).

#### Détermination de nombre de retard optimal

En se basant sur les critères d'Akaike & Schwarz qui minimisent les critères d'information, on retient le nombre de retard  $P = 2$  pour toutes les séries. Donc, ces résultats montrent que la bancarisation a des effets sur la croissance économique à la deuxième année. En d'autres termes, l'analyse portant sur les critères de AIC ; SC ; et Log vraisemblable (LV), nous enseignent que la bancarisation produit des effets au Congo, après deux ans. Il faut donc décaler de deux périodes, pour pouvoir observer les effets de la bancarisation sur son niveau de production par tête d'habitant (cf. tableau A3)

#### Test de racine unitaire sur les résidus

Les résultats du tableau A4 (cf. annexe) indiquent que tous les résidus sont stationnaires en niveau, et, de surcroît, les valeurs absolues des statistiques de Dickey-Fuller Augmenté sont toutes supérieures aux valeurs critiques respectivement aux seuils de 1%, 5%, et 10%. Ce qui confirme la stationnarité des variables ainsi que leur intégration au rang 1. Par conséquent, l'utilisation d'un modèle à correction d'erreur est (possible) validée.

### Test de cointégration

Les résultats tableau A5 (cf. annexe) montrent que les variables retenues sont cointégrées au seuil statistique de 5%. Donc, l'hypothèse d'absence de cointégration est rejetée, étant donné que les résultats du test de Johanssen montrent qu'il existe six relations de cointégration entre les variables du modèle. Il est donc possible d'identifier les impulsions, et les cinq autres sources d'aléas n'exercent que des effets transitoires. En conclusion, un modèle à correction d'erreur peut être estimé.

### 4.2. Analyse des résultats

D'une part, les résultats obtenus tableau A6 (cf. annexe) à court terme indiquent qu'une augmentation du taux de bancarisation de 1%, entraîne une hausse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,23%. Ceci implique qu'à court terme, une augmentation du taux de bancarisation a un effet positif et non significatif sur le taux de croissance du PIB par habitant. De même, une hausse de crédit à l'économie de 1% à court terme entraîne une hausse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,46%. Ceci implique qu'à court terme une augmentation du crédit à l'économie a un effet positif sur le taux de croissance du PIB par habitant.

Par ailleurs, une augmentation à court terme des dépôts bancaires de 1%, entraîne une diminution du taux de croissance du PIB par habitant de 0,3%. Ceci implique qu'à court terme, les effets des dépôts sur la croissance économique sont négatifs. Ensuite, l'augmentation à court terme de la masse monétaire de 1%, se traduit par la hausse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,67%. Ceci implique qu'à court terme, l'augmentation de la masse monétaire a un effet positif et significatif sur le taux de croissance du PIB par habitant. Il est évident qu'à court terme, l'augmentation du taux d'inflation de 1%, se traduit par la baisse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,007%. Ceci implique qu'à court terme, l'augmentation du taux d'inflation a un effet négatif et significatif sur le taux de croissance du PIB par habitant. Ces résultats confirment l'hypothèse classique selon laquelle l'inflation agit négativement sur la croissance économique. Cependant, la diminution à court terme du taux d'investissement de 1%, se traduit par la baisse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,27%. Ceci implique qu'à court terme, la baisse du taux d'investissement a un effet négatif sur le taux de croissance du PIB par habitant. Ensuite, l'augmentation à court terme du taux de croissance de la population de 1% se traduit par une hausse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,3%. Ceci implique qu'à court terme, l'augmentation du taux de croissance de la population a un effet positif sur le taux de croissance du PIB par habitant. En outre, la diminution à court terme du taux de liquidité de 1%, se traduit par la baisse du taux de croissance du PIB par habitant de 0,28%. Ceci implique qu'à court terme, la baisse du taux de liquidité a un effet négatif sur le taux de croissance du PIB par habitant.

D'autre part, on remarque qu'à long terme, si le taux de bancarisation augmente de 1%, le produit intérieur brut par habitant augmente de 1,08%. Donc, les effets du taux de bancarisation sur la croissance économique augmentent sur le long terme. Ainsi, ces résultats se rapprochent de ceux obtenus par Madjou (2019), Madjou et alii (2020) qui soutiennent que le taux de bancarisation affecte positivement la croissance économique.

De même, une augmentation de crédit à l'économie de 1%, entraîne une hausse significative du taux de croissance du PIB par habitant de 8,59%. Etant donné que l'élasticité à long terme de crédit à l'économie sur le PIB est 8,59. Ceci implique que les effets de crédit à l'économie sur la croissance économique augmentent sur le long terme. En plus, l'effet de la variation de long terme du produit intérieur brut par habitant par rapport aux dépôts est de  $-8,71$ . Les effets de la variation des dépôts sur la croissance économique diminuent sur le long terme. En revanche, si la masse monétaire diminue de 1%, alors le produit intérieur brut par habitant diminue de 0,25%. Donc, l'effet de la variation de la masse monétaire par rapport à la variation du produit intérieur brut diminue sur le long terme. De ce fait, il est évident que l'élasticité de long terme du produit intérieur brut par rapport au taux d'inflation, soit de  $-0,05$ . Car l'augmentation du taux d'inflation de 1% occasionne une baisse du taux de croissance du produit intérieur brut par habitant de 0,05%. Donc, les effets de la variation du taux d'inflation sur la croissance économique diminuent sur le long terme. En effet, la hausse du taux d'inflation a une répercussion directe sur le pouvoir d'achat des ménages, ce qui induit, toutes choses égales par ailleurs, une baisse de la demande de consommation et un ralentissement du taux de croissance de l'économie. En outre, l'élasticité de long terme du produit intérieur brut par habitant par rapport au taux d'investissement est de 0,35. Ceci implique qu'à long terme, si le taux d'investissement augmente de 1% alors le taux de croissance du PIB par habitant augmente de 0,35%. Donc, les effets du taux d'investissement sur la croissance économique augmentent sur le long terme.

Cependant, une augmentation du taux de 1% le taux de croissance du PIB par habitant augmente de 0,95% et de manière significative. Ainsi, l'élasticité de long terme du produit intérieur brut par rapport au taux de liquidité est de  $-8,5$ . Par conséquent, l'effet de la variation du taux de liquidité sur le PIB par habitant diminue sur le long terme. Il ressort de ces résultats que le taux de bancarisation a un effet positif et non significatif à court et long termes sur le taux de croissance du PIB par habitant, au Congo. Par ailleurs, ces résultats indiquent aussi qu'une augmentation de 1% du taux de bancarisation et de crédit à l'économie provoque respectivement une hausse de 0,23% et de 0,46% du taux de croissance économique dans le court terme. A l'inverse, seules les variables masse monétaire et taux d'inflation sont significatives à court terme. D'où, l'augmentation de 1% de la masse monétaire provoque une hausse de 0,67% du taux de croissance du PIB par habitant, au Congo. En revanche, à long terme, quatre variables sont significatives,

c'est notamment le cas des variables comme le crédit à l'économie, les dépôts, le taux d'inflation et le taux de liquidité.

Ainsi, il existe donc une forte dynamique de court terme qui tend à ramener cette relation vers un niveau d'équilibre. Par conséquent, nous suggérons, plutôt au Pouvoirs publics et aux acteurs privés d'œuvrer pour la bancarisation massive de la population à travers le principal réseau de microfinance comme la MUCODEC et le mobile Banking afin d'encourager les ménages moyens à disposer d'un compte bancaire susceptible de satisfaire leurs besoins sociaux économiques considérés comme fondamentaux.

## Conclusion

En définitive, il est nécessaire, au terme de cet article, d'insister sur les principaux résultats obtenus. Pour des raisons de clarté, ces résultats vont être représentés en partant de l'objectif que nous nous sommes fixé dès le départ. Rappelons que l'objectif poursuivi dans ce travail est d'analyser les effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo. Ainsi, pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé l'approche économétrique en implémentant le modèle à correction d'erreur.

Le principal résultat obtenu dans ce travail est que la bancarisation, à court ou à long terme, n'a aucun effet significatif sur la croissance. Cela signifie que, dans le cas du Congo, au moins sur la période étudiée, la bancarisation n'a pas été un levier important de la croissance. La raison pourrait être le faible taux de bancarisation constaté et qui n'a pas encore atteint un seuil permettant d'impacter la croissance. Au Congo, il se pose donc un problème d'amélioration du taux de bancarisation. Pour ce faire, les pouvoirs publics et les institutions financières doivent s'impliquer davantage, en mettant en place un cadre légal, réglementaire favorisant ainsi la bancarisation pour tous, et ils doivent également sensibiliser et éduquer la population sur la culture bancaire et l'idée d'entreprendre. En d'autre terme, les pouvoirs publics et les banques devraient jouer un rôle majeur dans la construction d'un système financier fiable et sécurisé permettant ainsi le développement d'une bancarisation de masse, et en particulier auprès des populations actuellement non bancarisées souvent par manque de confiance dans les systèmes existants. Par ailleurs, les autorités publiques doivent non seulement, appliquer des mesures correctives aux banques et aux établissements de la microfinance, mais elles doivent aussi mettre un accent particulier sur la distribution du microcrédit qui se révèle être d'un apport assez important pour l'insertion des populations défavorisées, assouplir les conditions d'ouverture des comptes, favoriser l'ouverture des banques en ligne (Internet Banking) et des banques mobiles (E-Banking), ouvrir les agences bancaires dans les zones rurales.

## Annexe

Tableau A1. Test de normalité des variables

	LNPIB	LNTB	LNCE	LNDEP	LN2	TINF	LNINV	LNTPOP	LNCEDEP
Mean	7,151637	2,378062	12,20538	9,997017	12,78336	5,902564	3,266632	1,039066	2,219423
Median	6,966645	2,219203	11,95074	10,02385	12,25901	3,800000	3,218876	1,027275	2,119863
Maximum	8,069858	3,611188	14,11236	11,28227	14,82024	42,40000	4,094345	1,235657	3,711863
Minimum	6,460684	1,244155	10,93304	7,221105	11,02528	-3,500000	2,708050	0,911566	0,598837
Std. Dev.	0,477339	0,694515	0,915381	0,876410	1,153087	7,665146	0,316087	0,077246	0,714380
Skewness	0,588852	0,343077	0,945375	-1,075533	0,577816	2,927713	0,792640	0,893207	0,142868
Kurtosis	2,120940	2,339294	2,669394	4,564250	1,852870	14,30303	3,150947	3,717571	2,368566
Jarque-Bera	3,509567	1,474428	5,986882	11,49519	4,308513	263,3221	4,120838	6,022547	0,780576
Probability	0,172945	0,478445	0,050115	0,003190	0,115989	0,000000	0,127401	0,049229	0,676862
Sum	278,9139	92,74441	476,0099	389,8837	498,5509	230,2000	127,3986	40,52359	86,55751
Sum Sq. Dev.	8,658389	18,32935	31,84108	29,18760	50,52513	2232,670	3,796613	0,2226742	19,39288
Observations	39	39	39	39	39	39	39	39	39

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

**Tableau A2. Résultat des tests ADF et PP appliqués aux différentes séries**

Variables	Degré de différenciation	Statistique du test de St RU	Valeur critique**	Nombre de retard***	Decision	Variables	Degré de différenciation	Statistique du test de St RU	Valeur critique**	Nombre de retard***	Decision	
LNPIB	ADF	En niveau	-1.206850	-2.941145	1	LNMI	ADF	En niveau	-0.716030	-2.941145	1	I (1)
	ADF	En différence première	-5.926717	-2.943427			ADF	En différence première	-5.806536	-2.943427		
LNTB	ADF	En niveau	-0.597534	-2.941145	1	TINF	ADF	En niveau	-4.926517	-2.941145	1	I (1)
	ADF	En différence première	-6.499904	-2.943427			ADF	En différence première	-10.57749	-2.943427		
LNCE	ADF	En niveau	-0.120769	-2.941145	1	LNTINV	ADF	En niveau	-2.492947	-2.941145	1	I (1)
	ADF	En différence première	-4.476993	-2.943427			ADF	En différence première	-5.970221	-2.943427		
LNDEP	ADF	En niveau	-3.810819	-2.941145	1	LNTIPP	ADF	En niveau	-1.687032	-2.960411	1	I (1)
	ADF	En différence première	-6.581266	-2.943427			ADF	En différence première	-3.420742	-2.960411		
		ADF	En différence première	-6.581266	-2.943427		LNCDEP	ADF	En niveau	-7.445690	-2.943427	1
						ADF	En différence première	-2.919683	-2.941145			

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

**Tableau A3. Test de trace détermination de nombre de retard optimal**

Nombre de retard	Akaike information criterion (AIC)	Schwarz criterion (SC)	Log likelihood (LV)
0	5,625202	6,017047	-95,06623
1	-4,226141	-0,307692	168,1836
2	-8,619345*	-1,174292*	330,4579

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

**Tableau A4. Résultat de test de cointégration de Johansen**

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)				
Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace statistic	0.05 critical value	Probability**
None *	0,973249	424,0645	228,2979	0,0001
At most 1 *	0,877396	290,0813	187,4701	0,0000
At most 2 *	0,805209	212,4258	150,5585	0,0000
At most 3 *	0,775443	151,9002	117,7082	0,0001
At most 4 *	0,639317	96,63603	88,80380	0,0121
At most 5	0,495675	58,90511	63,87610	0,1220
At most 6	0,358078	33,57734	42,91525	0,3082
At most 7	0,302372	17,17566	25,87211	0,4019
At most 8	0,098899	3,853109	12,51798	0,7633

Trace test indicates 5 cointegrating eqn(s) at the 0,05 level,

\* denotes rejection of the hypothesis at the 0,05 level,

\*\* MacKinnon-Haug-Michelis (1999) *p*-values.

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

**Tableau A5. Résultat du test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) sur les résidus**

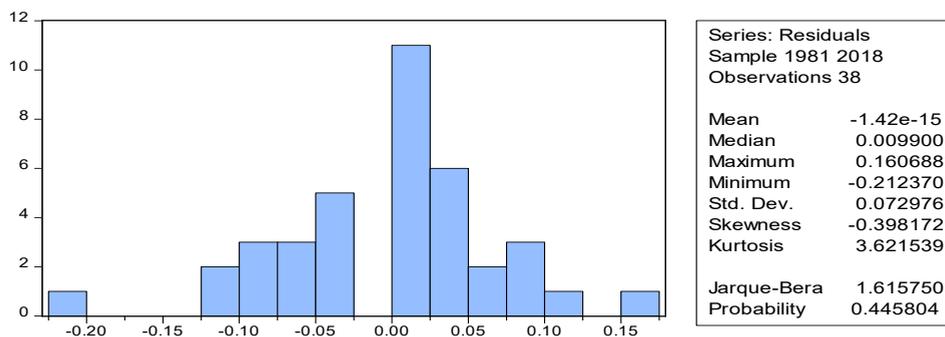
RESID	Modèle retenu		ADF	
			En niveau sans tendance ni constante	En différence première sans tendance ni constante
	$t^*$		-7,386420	-10,64988
Valeurs critiques	1%	5%	-2,628961	-2,632688
		5%	-1,950117	-1,950687
		10%	-1,611339	-1,611059

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues sur Eviews10.

**Tableau A6. Estimation des paramètres du modèle**

Dependent Variable : D(LNPIB/h)				Probability	Coefficients long terme
Variable	Coefficient	Std. error	t-Statistic		
C	1,541158	0,859149	1,79382	0,088	
D(LNTB)	0,236191	0,148927	1,585954	0,1284	
D(LNCE)	0,468915	0,514458	0,911475	0,3729	
D(LNDEP)	-0,302097	0,492608	-0,613261	0,5466	
D(LNM2)	0,676809	0,151727	4,4607	0,0002	
D(TINF)	-0,007561	0,003414	-2,214923	0,0385	
D(LNTINV)	-0,271606	0,137098	-1,981115	0,0615	
D(LNTPOP)	0,302375	0,840345	0,359822	0,7228	
D(LNCEDEP)	-0,284673	0,487337	-0,58414	0,5657	
LNPIB/h(-1)	-0,229238	0,093971	-2,439447	0,0242	
LNTB(-1)	0,249492	0,146079	1,707922	0,1031	-1,08835359
LNCE(-1)	1,970141	0,729017	2,702464	0,0137	8,59430374
LNDEP(-1)	-1,997054	0,716678	-2,786544	0,0114	-8,71170574
LNM2(-1)	-0,057503	0,09543	-0,602565	0,5536	-0,2508441
TINF(-1)	-0,011578	0,005232	-2,212851	0,0387	-0,2508441
LNTINV(-1)	0,08031	0,12189	0,658869	0,5175	0,35033459
LNTPOP(-1)	0,219347	0,519595	0,42215	0,6774	0,9568527
LNCEDEP(-1)	-1,952023	0,704356	-2,771358	0,0118	-8,51526797
R-squared	0,844033	Meandependent var		0,015234	
Adjusted R-squared	0,711461	S.D. dependent var		0,184784	
S.E. of regression	0,099258	Akaike info criterion		-1,476671	
Sumsquaredresid	0,197044	Schwarz criterion		-0,700973	
Log likelihood	46,05675	Hannan-Quinn criterion		-1,200684	
F-statistic	6,366593	Durbin-Watson stat		2,544719	
Prob(F-statistic)	0,00008				

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale obtenues et BEAC sur Eviews10.



**Graphique A1. Test de normalité des résidus**

Source : Auteur à partir des données de la Banque mondiale obtenues sur Eviews10.

## References

- BEAC. (2016). *Bulletin Économique et Statistique*, 7, 2–71.
- BEAC. (2020). *Bulletin Économique et Statistique*, 4, 2–37.
- Berthelemy, J. C., & Varoudakis, A. (1994). Intermédiation financière et croissance endogène. *Revue Économique*, 45(3), 737–750.
- D’Pola Kamdem, U., & Okah-Etanga, X. E. (2016). *Intermédiation financière et croissance économique, évidence empirique dans les pays de la CEEAC*. Document de Travail, (4), 1–14.
- Elalaoui, J., & Hefnaoui, A. (2018). L’impact des dépenses publiques sur la croissance économique : approche par le modèle ARDL cas du Maroc. *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l’Audit*, 2(3), 638–653.
- Fung, M. K. (2006). Scale economies, X-efficiency, and convergence of productivity among bank holding companies. *Journal of Banking and Finance*, 30, 2857–2874.
- Haye, M. (2000, 7–9 juin). *Banques et croissance : Examen critique et analyse en données de panel*. Papiers présentés aux 17<sup>ème</sup> Journées Internationales d’Économie Monétaire et Bancaire, Lisbonnes.
- Kabore, M. (2021). *Structure de l’actif bancaire et croissance économique dans l’UEMOA*. Université de Koudougou Burkina Faso.
- Kim, J. Y. (2015). *Allocution du Président du Groupe de la Banque Mondiale : Mettre fin à l’extrême pauvreté d’ici 2030 – l’offensive finale*. Banque Mondiale.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance and growth: Schumpeter might be right. *Quarterly Journal of Economics*, (108), 83–109.
- Levine, R. (1997). Financial development and economic growth: Views and agenda. *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688–726.
- Levine, R. (2005). Finance and growth: Theory and evidence. In P. Aghion & S. Durlauf (Eds.), *Handbook of economic growth* (chapter 12). Elsevier.
- Lucas, R. J. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.

- Madjou, T. P. D. (2019). Les effets de la bancarisation sur la croissance économique en zone CEMAC. *Journal International de Management des Affaires*, 2(4), 120–132.
- Madjou, T. P. D., Nembo Ndeffo, L., & Tangakou, S. R. (2020). L'inclusion financière dans la CEMAC: Une explication par la bancarisation. *Journal Scientifique Européen*, 16(19), 56–76.
- Ndour, N., & Paget, E. (2010). *Performances de remboursement comparées des banques et des institutions de microfinance : le cas du Sénégal*. Communication au colloque de l'Université d'Evry-France, Finance et entrepreneuriat.
- Noula, A. G., Bkwayep Nguemngang, Y. R., & Mba Fokwa, A. (2015). Influence de la bancarisation et du crédit bancaire sur la croissance économique dans la zone CEMAC. *Journal Scientifique Européen*, 12(31), 374–387.
- Pagano, M. (1993). Financial markets and growth: An overview. *European Economic Review*, 37, 613–622.
- Perspectives économiques en Afrique. (2021). *De la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique*. <https://knowledge-uclga.org/IMG/pdf/perspective-seconomiquesenafrique2021.pdf>
- Romer, P. (1989). L'accumulation de capital dans la théorie de la croissance à long terme. In J. Barro (Ed.), *Modern business cycle theory* (pp. 51–127). Harvard University Press.
- Soumaré, S. (2009). *Contribution du financement bancaire à la croissance économique en Afrique Subsaharienne : l'expérience Malienne*. Programme de Formation en Gestion de la Politique Économique. Abidjan.

**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF [Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl](mailto:Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl)

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

